

Politiques économiques

—Monsieur l'Orateur, les Canadiens perdent confiance de plus en plus. Sous le gouvernement actuel, la confrontation plutôt que la collaboration est monnaie courante. Les travailleurs sont indécis, désorientés. Quelle autre raison pousserait environ 15,000 syndiqués à venir protester à Ottawa, la plus importante manifestation de l'histoire. Les hommes d'affaires ont essayé d'entretenir l'espoir, mais ils hésitent à engager les capitaux nécessaires pour assurer la prospérité du pays.

Les consommateurs ont appris à dépenser tout de suite et même à emprunter pour acheter tout de suite, ne sachant ce que l'avenir leur réserve. Peut-on en vouloir aux consommateurs, aux hommes d'affaires et aux travailleurs puisque, fondamentalement, le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour défendre notre monnaie.

Depuis huit ans, le dollar a perdu 40 p. 100 de sa valeur au Canada si l'on se base sur l'indice des prix à la consommation, et c'est là le résultat direct de la période d'inflation la plus longue de notre histoire en temps de paix. La vigueur du dollar dépend de la force d'une économie sans l'inflation. Le cours du dollar repose sur l'état de notre économie nationale. Pourtant depuis huit ans, le gouvernement a adopté une politique fiscale et monétaire qui a engendré une forte inflation, en décourageant l'épargne et les investissements dans le secteur privé. En conséquence les investissements au cours de cette période au Canada ont été parmi les plus faibles de tous les grands pays industrialisés.

On sert de plus en plus de prétextes pour excuser les échecs administratifs. Il semble que tout ce qui compte, c'est l'apparence, non les faits. On gesticule au lieu de prendre des mesures efficaces. On aime mieux établir des politiques de prise de décision que de prendre des décisions.

On nous dit maintenant que grâce aux mesures économiques de l'administration, y compris les contrôles, l'inflation peut descendre à 8 p. 100 cette année. Pourquoi 8 p. 100 seulement? Les Américains font certainement mieux. Pourquoi ne pas viser 5 ou au moins 6 p. 100? Si le fédéral avait une politique économique sérieuse, l'inflation pourrait descendre bien au-dessous de 8 p. 100 cette année au Canada. En fait, jusqu'à récemment, beaucoup avaient prévu que l'inflation serait bien moins élevée que l'administration ne le prédit maintenant.

A l'été de 1975, avant que le ministre des Finances (M. Macdonald) occupe son poste, avant que le premier ministre (M. Trudeau) lance son programme de contrôle, avant que le chef des libéraux nous fasse part de ses réflexions sur la nouvelle société, à Noël, et bien sûr, avant qu'on applique la prétendue politique de resserrement de la masse monétaire, huit de nos institutions financières indépendantes les plus réputées, y compris la Banque de Montréal, la Banque de la Nouvelle-Écosse et Woods Gordon and Company, avaient prédit que l'inflation descendrait à 6 p. 100 environ cette année. Or, maintenant, le gouvernement dit qu'il a fixé son objectif à 8 p. 100.

● (1520)

A ce sujet, je pense qu'il est intéressant de repasser les prévisions faites au début de l'hiver par des firmes qui croyaient que le taux d'inflation serait d'à peu près 6 p. 100 pour l'année en cours. La Conférence Board prévoit que ce taux pourrait bien atteindre 10.5 p. 100 en 1976. Pour sa part, la Banque de Montréal pense que le taux sera de 9 ou 9.5 p. 100 cet été au lieu de 6 p. 100. La Banque de la Nouvelle-Écosse envisage une inflation de 8.8 p. 100, Woods

[M. Stevens.]

Gundy, 9.3 p. 100, et Woods, Gordon and Company, 8.1 p. 100.

Qu'est-ce qui n'a pas marché? Pourquoi le taux d'inflation sera-t-il de 8 p. 100 en dépit de l'intervention du gouvernement, alors qu'il y a neuf mois, ces maisons respectables prévoyaient un taux de 6 p. 100? Pourquoi se contenter du vague espoir que nous donne le gouvernement, alors que William Simon, homologue de notre ministre des Finances qui est secrétaire du Trésor aux États-Unis, prévoit avec optimisme un taux d'inflation de 2 p. 100 aux États-Unis dans un avenir assez rapproché?

Le gouvernement actuel n'a cessé de se tromper dans ses projections sur la croissance réelle. En novembre 1974, on nous a dit que la croissance réelle serait de 4 p. 100 en 1975: elle a été nulle. Ce 4 p. 100 représente une perte de 5.3 milliards de dollars pour le peuple canadien, soit \$220 par habitant, hommes, femmes et enfants. L'été dernier, la Conférence Board du Canada et la Banque de Montréal, entre autres, prévoyaient avec confiance que le taux de croissance serait de 6.3 p. 100 cette année. Déjà le gouvernement nous prépare à quelque chose de moindre, disant qu'il espère que le taux atteindra 5 p. 100 cette année. C'est dans cette perspective que notre motion d'aujourd'hui soulève cinq carences dans l'attitude du gouvernement à l'égard de l'économie.

En premier lieu, ses politiques économiques ont été contradictoires. En voici trois exemples. Pendant qu'il nous assujettissait à un programme de contrôle des salaires et des prix en vue de ralentir l'inflation, le gouvernement adoptait une politique fiscale et monétaire défavorable.

Le gouvernement actuel prêche l'austérité mais ses dépenses à lui augmenteront de 20 p. 100 lorsqu'on aura comparé les budgets principaux. La masse monétaire a augmenté de 16.5 p. 100 au cours de la période de 12 mois qui s'est terminée en janvier 1976, et le ministre des Finances nous dit maintenant qu'il sera difficile de circonscrire la hausse à 13 p. 100. Le ministre semble se résigner à l'inflation et déterminer la masse monétaire en conséquence, ce qui revient à dire qu'il fait des accommodements avec l'inflation plutôt que de la combattre. Avec des principes semblables, comment peut-on espérer que le programme de lutte contre l'inflation soit efficace?

Encore une fois, alors que l'Agence d'examen de l'investissement étranger essaie de réglementer les investissements en capitaux étrangers, nous apercevons qu'on a laissé entrer quatre milliards de dollars au Canada pour financer notre déficit commercial. Ces capitaux ont été attirés par les taux élevés d'intérêt et par suite du changement d'attitude du gouvernement à l'égard de ces genres d'emprunt. Il est vrai qu'il vaut mieux être débiteur que créancier, mais la dette du Canada envers les bailleurs de fonds étrangers a quelque chose d'alarmant. A ce propos, le gouverneur de la Banque du Canada, M. Bouey, a déclaré dans le rapport annuel de la banque qu'un emprunt d'une telle envergure «pourrait finalement empêcher l'économie canadienne de se développer sainement».

Non seulement ces emprunts sont contraires à l'esprit de la loi sur l'examen de l'investissement étranger, mais nous estimons que ces lourds emprunts à l'étranger ont mené le dollar canadien au-dessus du pair avec les États-Unis. Si la cote des changes reste inchangée, notre économie pourrait en souffrir grandement à cause des prix trop élevés de nos exportations et des prix pas assez élevés de nos importations. Avec un déficit de 5 milliards de dollars, il est temps que l'administration cesse d'aggraver la situation.